



Grenville-sur-la-Rouge

AVIS PUBLIC

Demande d'approbation référendaire concernant le second projet de règlement numéro RU-952-09-2023 (ensemble du territoire)

AVIS PUBLIC EST PAR LES PRÉSENTES DONNÉ par le soussigné, Directeur général et Greffier-trésorier de la municipalité, à toutes les personnes habiles à voter concernées et susceptibles d'être intéressées à signer une demande d'approbation référendaire, que le conseil municipal, lors d'une séance ordinaire, tenue le 9 juillet 2024, a adopté le second projet de règlement numéro RU-952-09-2023 modifiant le règlement de zonage numéro RU-902-01-2015, tel qu'amendé, afin d'autoriser l'implantation de conteneurs maritimes comme bâtiment accessoire sur un terrain résidentiel, agricole ou commercial ;

DEMANDE D'APPROBATION RÉFÉRENDAIRE

À la suite de l'assemblée publique de consultation tenue le 2 juillet 2024 sur le projet de règlement numéro RU-952-09-2023, le conseil de la municipalité a adopté un second projet de règlement, sans modification.

Ce second projet de règlement contient des dispositions qui peuvent faire l'objet de la part des personnes intéressées de la zone visée et des zones contiguës afin que le règlement qui les contient soit soumis à leur approbation conformément à la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités*.

Ces dispositions du second projet de règlement numéro RU-952-09-2023 susceptibles d'approbation référendaire sont les suivantes :

ARTICLE 1 (ensemble du territoire)

Le règlement de zonage numéro RU-902-01-2015 est amendé en ajoutant à la suite de l'article 136 – item 33 suivant:

ARTICLE 136 – item 33 Il est permis d'utiliser comme bâtiment accessoire, un conteneur qui était destiné au transport de marchandise, tout en respectant toutes les conditions suivantes :

1. Le conteneur peut être installé sur un terrain dont l'usage est résidentiel (H1) et/ou commercial (C), à condition qu'il y ait un bâtiment principal sur le terrain;
2. Le conteneur peut être installé sur un terrain dont l'usage est agricole (A);
3. Le conteneur doit respecter à tous égards, les dispositions applicables aux bâtiments accessoires, incluant les normes concernant les matériaux de revêtement extérieur;
4. Le conteneur doit comporter un toit à deux versants, recouvert de bardeaux d'asphalte, d'aluminium émaillé ou tout autre type de matériau autorisé ;
5. Aucune partie du conteneur ne peut être utilisée à des fins d'habitation;
6. Un seul conteneur sera autorisé par terrain;
7. Le conteneur doit être installé dans la cour latérale ou arrière, selon les marges de recul prescrites à la grille de zonage;
8. Aucune roue ou dispositif de déplacement ne doit être fixé au conteneur;
9. Le conteneur avec son aménagement devient un bâtiment accessoire et, par le fait même, taxable.

Ainsi, une telle demande vise, selon le cas applicable, à ce qu'une ou plusieurs des dispositions du règlement soit soumise à l'approbation des personnes habiles à voter de la zone à laquelle elle s'applique, de celles de toute zone contiguë, ou de toute zone contiguë, à condition qu'une demande provienne d'abord de la zone concernée à laquelle elle est contiguë et conformément à la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités.

CONDITIONS DE VALIDITÉ D'UNE DEMANDE D'APPROBATION RÉFÉRENDAIRE

Pour être valide, toute demande d'approbation référendaire doit :

- indiquer clairement la disposition qui en fait l'objet et la zone d'où elle provient et le cas échéant, mentionner la zone à l'égard de laquelle la demande est faite;
- être signée par au moins 12 personnes intéressées de la zone d'où elle provient ou par au moins la majorité d'entre elles si le nombre de personnes intéressées dans la zone n'excède pas 21 personnes ;
- être reçue au bureau du Greffier au 88 rue des Érables à Grenville-sur-la-Rouge, Québec, J0V 1B0, **au plus tard le 31 juillet 2024.**

CONDITIONS POUR ÊTRE UNE PERSONNE HABILE À VOTER AYANT LE DROIT D'ÊTRE INSCRITE SUR LA LISTE RÉFÉRENDAIRE

Est une personne intéressée :

- * Toute personne qui n'est frappée d'aucune incapacité de voter et qui remplit les conditions suivantes le 9 juillet 2024 :

- Être domiciliée sur le territoire de la Municipalité d'où peut provenir une demande et depuis 6 mois au Québec;

OU

- Être propriétaire d'un immeuble ou occupant d'un établissement d'entreprise situé sur le territoire de la Municipalité d'où peut provenir une demande depuis au moins 12 mois;

De plus, pour tout copropriétaire indivis d'un immeuble ou cooccupant d'un établissement d'entreprise, être désigné, au moyen d'une procuration signée par la majorité des personnes qui sont copropriétaires ou cooccupants, une personne comme étant celle qui a le droit de signer la demande en leur nom et d'être inscrit sur la liste référendaire. Cette procuration doit être produite avant ou en même temps que la demande.

Dans le cas de toute personne physique, il faut qu'elle soit majeure, de citoyenneté canadienne et ne pas être en curatelle.

Dans le cas d'une personne morale, il faut avoir désigné parmi ses membres, administrateurs ou employés, par résolution, une personne qui le 9 juillet 2024 a le droit de signer la demande et être inscrite sur la liste référendaire. Cette résolution doit être produite avant ou en même temps que la demande.

Sauf dans le cas d'une personne désignée à titre de représentant d'une personne morale, nul ne peut être considéré comme personne intéressée à plus d'un titre conformément à l'article 531 de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités*.

Les renseignements permettant de déterminer quelles sont les personnes intéressées ayant le droit de signer une demande peuvent être obtenus au bureau de la municipalité.


ABSENCE DE DEMANDE D'APPROBATION RÉFÉRENDAIRE

Toutes les dispositions du second projet qui n'auront fait l'objet d'aucune demande valide pourront être incluses dans un règlement qui n'aura pas à être approuvé par les personnes habiles à voter.

CONSULTATION DU PROJET DE RÈGLEMENT

Le second projet de règlement ainsi que la description ou illustration des zones et des zones contiguës peuvent être consultés au bureau du greffe, au 88, rue des Érables, à Grenville-sur-la-Rouge, pendant les heures de bureau en vigueur, soit du lundi au jeudi de 8h30 à 12h et 13h à 16h30 et vendredi de 8h30 à 13h et une copie peut être obtenue, sans frais, par toute personne qui en fait la demande au Service du greffe.

Donné à Grenville-sur-la-Rouge, ce 10 juillet 2024


François Rioux
Directeur général et
Greffier-trésorier



PUBLIC NOTICE

Request for referendum approval regarding the second draft by-law number RU-952-09-2023 (entire territory)

PUBLIC NOTICE IS HEREBY GIVEN by the undersigned, Director General and Clerk-Treasurer of the municipality, to all qualified voters concerned and likely to be interested in signing a referendum approval request, that the municipal council, when of a regular meeting, held on July 9, 2024, adopted the second draft by-law number RU-952-09-2023 modifying the zoning by-law number RU-902-01-2015, as amended, in order to authorize the installation of maritime containers as an accessory building on residential, agricultural or commercial land.

REQUEST FOR REFERENDUM APPROVAL

Following the public consultation meeting held on July 2, 2024 on draft by-law number RU-952-09-2023, the municipal council adopted a second draft by-law, without modification.

This second draft by-law contains provisions which may be submitted to interested persons in the zone concerned and contiguous zones so that the by-law which contains them is submitted for their approval in accordance with the Act respecting elections and referendums in municipalities.

These provisions of the second draft by-law number RU-952-09-2023 subject to referendum approval are as follows:

ARTICLE 1 (entire territory)

Zoning by-law number RU-902-01-2015 is amended by adding following article 136 – item 33:

ARTICLE 136 – item 33 It is permitted to use as an accessory building, a container that was intended for the transport of goods, while respecting all of the following conditions:

1. The container can be installed on land whose use is residential (H1) and/or commercial (C), provided that there is a main building on the land;
2. The container can be installed on land used for agricultural purposes (A);
3. The container must comply in all respects with the provisions applicable to accessory buildings, including the standards concerning exterior covering materials;
4. The container must have a gable roof, covered with asphalt shingles, enameled aluminum or any other type of authorized material;
5. No part of the container may be used for residential purposes;
6. Only one container will be authorized per lot;
7. The container must be installed in the side or rear yard, according to the setbacks prescribed in the zoning grid;
8. No wheels or moving devices must be attached to the container;
9. The container with its fittings becomes an accessory building and, therefore, taxable.

Thus, such a request aims, depending on the applicable case, for one or more of the provisions of the by-law to be submitted to the approval of the qualified voters of the zone to which it applies, of those of any contiguous zone, or any contiguous zone, provided that a request first comes from the zone concerned to which it is contiguous and in accordance with the Act respecting elections and referendums in municipalities.

CONDITIONS OF VALIDITY OF A REFERENDUM APPROVAL REQUEST

To be valid, any request for referendum approval must:

- clearly indicate the provision which is the subject of it and the zone from which it comes and, where applicable, mention the zone in respect of which the request is made;

- be signed by at least 12 interested people in the area from which it comes or by at least the majority of them if the number of interested people in the area does not exceed 21 people;
- be received at the Registrar's office at 88 rue des Érables in Grenville-sur-la-Rouge, Quebec, J0V 1B0, **no later than July 31, 2024.**

CONDITIONS FOR BEING AN ELIGIBLE PERSON TO VOTE HAVING THE RIGHT TO BE REGISTERED ON THE REFERENDUM LIST

Is an interested person:

* Any person who is not incapacitated to vote and who meets the following conditions on July 9, 2024:

- Be domiciled in the territory of the Municipality from which a request may come and for 6 months in Quebec;

OR

- Be the owner of a building or occupant of a business establishment located on the territory of the Municipality from which a request may come for at least 12 months;

In addition, for any undivided co-owner of a building or co-occupant of a business establishment, be designated, by means of a power of attorney signed by the majority of the people who are co-owners or co-occupants, a person as being the one who has the right to sign the request on their behalf and to be included on the referendum list. This power of attorney must be produced before or at the same time as the request.

In the case of any natural person, they must be of age, a Canadian citizen and not be under guardianship.

In the case of a legal entity, it must have designated from among its members, directors or employees, by resolution, a person who on July 9, 2024 has the right to sign the application and be included on the referendum list. This resolution must be produced before or at the same time as the request.

Except in the case of a person designated as a representative of a legal person, no person may be considered a person interested in more than one capacity in accordance with section 531 of the Act respecting elections and referendums in municipalities.

Information to determine which interested persons have the right to sign an application can be obtained at the municipal office.

ABSENCE OF REQUEST FOR REFERENDUM APPROVAL

All the provisions of the second project which have not been the subject of any valid request may be included in a by-law which will not have to be approved by the qualified voters.

CONSULTATION OF THE DRAFT BY-LAW

The second draft by-law as well as the description or illustration of the zones and contiguous zones can be consulted at the clerk's office, at 88, rue des Érables, in Grenville-sur-la-Rouge, during current office hours, i.e. Monday to Thursday from 8:30 a.m. to 12 p.m. and 1 p.m. to 4:30 p.m. and Friday from 8:30 a.m. to 1 p.m. and a copy can be obtained, free of charge, by any person who requests it from the Registry Service.

Given at Grenville-sur-la-Rouge, this July 10, 2024.

 François Rioux
 Director General and
 Clerk-Treasurer